

Allemagne

PRIORITÉ AUX MIGRANTS QUALIFIÉS

L'Allemagne prend des mesures pour mieux intégrer une partie des demandeurs d'asile, mais durcit le ton contre certains migrants économiques jugés indésirables.



Population: **83 millions**
 PIB: **3 997 milliards de dollars**
 Taux de croissance: **+ 1,4 %**
 Taux de chômage: **3,4 %**
 Espérance de vie: **81 ans**

Source : Banque mondiale, données 2018

■ **Marcus Engler**
 Chercheur et consultant, www.migration-analysis.eu/français (site Web personnel)

Comparée à la France, ou à d'autres pays européens, la République fédérale ne s'est que très tardivement perçue comme un pays d'immigration. Ce déni, alimenté par l'application exclusive jusqu'en 2000 du droit du sang pour l'acquisition de la nationalité, contrastait fortement avec le fait que plusieurs millions de personnes d'origine étrangère, turque notamment, vivaient en Allemagne depuis les années 1960. Ce n'est qu'après la réunification en 1989 qu'un consensus politique et social s'est peu à peu dégagé pour que l'immigration soit acceptée. Un développement qui s'est accéléré avec le premier gouvernement Schröder (1998-2002) et s'est poursuivi sous les gouvernements suivants (Schröder 2002-2005, Merkel depuis 2005).

D'une part, cette évolution est due à la prise de conscience collective que la participation des migrants à la vie économique, politique et sociale en Allemagne est un gain pour tout le monde. A l'inverse, la poursuite d'une politique de non-intégration des immigrés (alimentée par la fiction d'un « retour au pays ») et de leurs descendants se serait révélée coûteuse. Cela se manifestait, par exemple, dans les difficultés linguistiques et scolaires d'une partie de la deuxième génération d'immigrés. D'autre part, la modernisation de la politique d'immigration et le revirement de la politique d'intégration ont été très influencés par le vieillissement démographique de l'Allemagne. Compte tenu d'une fécondité déclinante et de l'augmentation de l'espérance de vie, une immigration continue devenait néces-

L'accueil de plus d'un million de personnes en 2015 n'a pas remis en cause l'acceptation globale de l'immigration

saire pour maintenir le niveau de prospérité et stabiliser le système de sécurité sociale à long terme. Des mesures concrètes ont été adoptées : la facilitation de la naturalisation, le renforcement des politiques d'intégration et une simplification du recrutement, réservé cependant aux travailleurs hautement qualifiés.

Ces dernières années, l'Allemagne est devenue une destination importante pour les migrants, et ce à un niveau exceptionnellement élevé. En 2015 et 2016, ce sont surtout des demandeurs d'asile (syriens, afghans et irakiens notamment) qui sont venus. Au total, 1,7 million de demandes d'asile ont été déposées en Allemagne entre 2014 et 2018. Depuis 2017, sous l'effet d'une politique de cloisonnement pratiquée par toute l'Union européenne, le nombre de nouveaux demandeurs d'asile a fortement baissé dans le pays. Avant 2015 et depuis 2017, la plupart des migrants en Allemagne sont venus principalement d'Europe de l'Est et du Sud. Malgré son vieillissement démographique, la population de la République fédérale a ainsi augmenté, passant de 81,2 millions à la fin de 2014 à environ 83 millions à la fin de 2018.

DURCISSEMENT ET SÉLECTION

Si l'accueil massif des demandeurs d'asile en 2015 a connu pendant quelques mois des réactions majoritairement positives, un débat de plus en plus polarisant s'est développé ensuite sur la manière de traiter les réfugiés et les migrants en général. Ces discussions ont été caractérisées par une brutalisation des discours et par une couverture médiatique agressive. La violence a augmenté principalement à l'encontre des réfugiés et migrants économiques, mais des attaques ont également été commises par certains d'entre eux.

Sans que l'immigration en soit le seul ressort, cette période a également vu la montée politique d'une droite populiste, l'Alternative pour

l'Allemagne (AfD), représentée désormais dans tous les parlements des *Länder* (régions) et au Bundestag (parlement national). La grande coalition de la CDU-CSU (chrétiens-démocrates) et du SPD (sociaux-démocrates) a adopté près de 20 lois sur l'immigration et l'asile en quatre ans, dans le cadre d'une procédure d'urgence le plus souvent, de sorte que la société civile n'a guère eu le temps de formuler des critiques et des propositions d'amendement. Dans de nombreux cas, il s'agissait moins pour le gouvernement de faire face à des problèmes réels que de montrer qu'il agissait.

En simplifiant quelque peu, on peut résumer la logique des mesures adoptées de la façon suivante : les demandeurs d'asile ayant de bonnes perspectives de se voir attribuer le statut de réfugié au vu du taux d'obtention moyen de ce statut pour les ressortissants de leur pays d'origine, ainsi que les personnes qualifiées devraient bénéficier d'un soutien accru, par exemple une extension des cours de langue et des possibilités de formation continue.

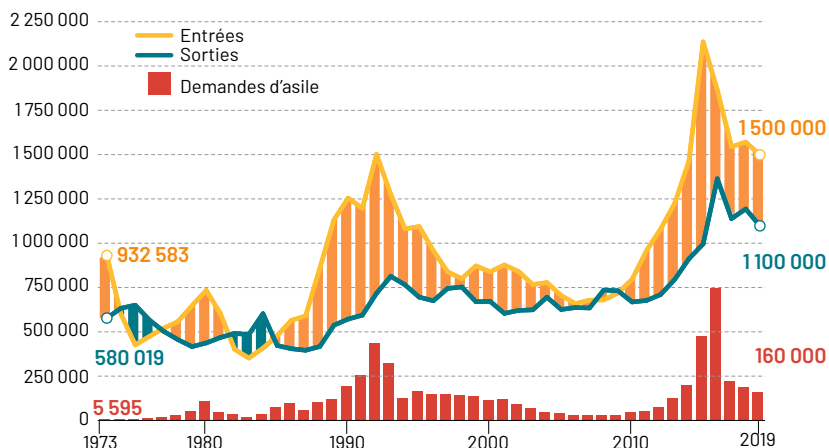
En revanche, des mesures restrictives ont été adoptées pour les migrants économiques dits indésirables parce que ne correspondant pas aux profils dont l'économie allemande a besoin ainsi que pour les demandeurs d'asile qui ont en moyenne moins de probabilités d'être reconnus comme réfugiés. Les membres de cette seconde catégorie n'ont pas, ou très difficilement, accès aux offres d'insertion sociale et professionnelle ; ils doivent loger dans des établissements communautaires, souvent situés dans des endroits isolés, jusqu'à leur départ, volontaire ou pas ; et ils ne peuvent bénéficier que de prestations sociales réduites. En outre, plusieurs lois visent à faciliter les retours volontaires ainsi que les expulsions, toujours difficiles cependant car les pays d'origine refusent souvent de reprendre leurs ressortissants concernés.

Seule une très petite partie des réfugiés connaissait déjà la langue allemande à leur arrivée. Mais cela progresse. Fin 2017, la moitié de ceux arrivés entre 2013 et 2016 avait par-

Une Allemagne encore accueillante

► Evolution des entrées, des sorties et des demandes d'asile sur le territoire allemand

Sources : Office fédéral allemand de la statistique, Office fédéral des migrations et des réfugiés, graphique de l'auteur



N. B. : les chiffres des entrées et des sorties sont basés sur les registres municipaux de population et ne comprennent pas les touristes. La barre entre la courbe des entrées et celle des sorties montre donc l'immigration nette annuelle. Les chiffres pour 2019 sont une estimation de l'auteur sur la base de données provisoires.

icipé à un cours d'intégration et environ un tiers d'entre eux avait de bonnes ou très bonnes connaissances en allemand.

FACILITER L'ACCÈS AU MARCHÉ DU TRAVAIL

L'intégration des réfugiés sur le marché du travail joue un rôle central dans le débat public. En Allemagne comme ailleurs, si aucune politique de soutien n'est mise en place, elle prend plus de temps que pour des migrants économiques légaux. Ceci s'explique par l'inadéquation des compétences professionnelles des réfugiés avec celles demandées sur le marché du travail, par leur processus particulier de migration et par le cadre juridique spécifique aux demandeurs d'asile. Pour autant, les réfugiés qui sont parvenus à rejoindre l'Allemagne au terme d'un dangereux voyage présentent des caractéristiques plus favorables que celles de l'ensemble de la population de leur pays d'origine. Ils sont en moyenne plus jeunes et ont un meilleur niveau d'éducation scolaire.

Le faible taux de chômage en Allemagne, un accès légal facilité au

marché du travail, un soutien meilleur et plus rapide à l'apprentissage de la langue ont contribué à une intégration plus favorable sur le marché du travail que par le passé. En octobre 2018, 35 % des réfugiés arrivés sur le territoire depuis 2015 occupaient un emploi.

Toutefois, des défis majeurs demeurent à relever. Entre les régions, les possibilités du marché du travail sont très inégalement réparties. La reconnaissance des qualifications professionnelles, ainsi que la formation et la requalification nécessitent du temps. En outre, les femmes avec des enfants, surtout en bas âge, suivent beaucoup moins souvent des cours de langue et parlent moins bien l'allemand. Il en va de même pour leur participation au marché du travail.

Même si l'installation de l'AfD dans le paysage politique allemand est en partie l'expression d'un conflit intense autour de la question migratoire, l'accueil de plus d'un million de personnes en 2015 n'a pas remis en cause l'acceptation globale de l'immigration par la société. En principe, la population et les élites politiques sont toujours disposées à accepter des réfugiés et migrants, mais à un niveau bien inférieur désormais. Priorité sera donnée à l'immigration de travailleurs qualifiés qui doit être considérablement accrue. A cette fin, une loi entre en vigueur le 1^{er} mars 2020. ■

? EN SAVOIR PLUS

- « **Eventful Times. A Look Back at Integration and Migration Policy of Recent Years** », The Expert Council of German Foundations on Integration and Migration, 2019, <https://frama.link/0WcAwvIo>
- <https://blog.fluchtforschung.net> : blog du réseau de recherche sur la migration forcée (allemand et anglais).
- www.bpb.de/gesellschaft/migration : portail de l'Agence fédérale pour l'éducation civique sur les questions de migration.